

L'OSEO, 90 ANS ET PAS UNE RIDE

SOCIAL L'association poursuit sa mission dans le domaine de l'insertion professionnelle pour personnes en difficulté. Entretien avec Yves Ecoeur, directeur de la structure vaudoise.

Textes Rocco Zacheo

On pourrait se réjouir avec beaucoup de modération de sa bonne santé. L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) se porte bien et, en procédant par paradoxe, on dira que cela n'est pas nécessairement encourageant. Voilà en effet l'indice que tout ne tourne pas rond dans notre société, qu'il demeure une population fragile, en difficulté, nécessitant un accompagnement solide pour trouver une insertion dans le monde du travail. Mais regardons tout cela sous un autre prisme. L'association qui fête ses 90 ans d'existence a consolidé, décennie après décennie, une mission essentielle, en imaginant toutes sortes de projets. Population migrante, chômeurs, jeune public, personnes confrontées à des difficultés psychologiques... presque partout en Suisse, 900 collaborateurs œuvrent pour le bien-être de ce pan de la société. Et ils sont plus de 200 dans le canton de Vaud, où Yves Ecoeur dirige, depuis 2014, cette structure. Dans son bureau de Vevey, il nous accueille pour évoquer ce qui fait la particularité de l'association nonagénaire.

QUESTIONS RÉPONSES

S'il fallait isoler un trait distinctif de l'OSEO aujourd'hui, lequel choisiriez-vous ?

Je dirais qu'en termes d'insertion pure sur le plan professionnel, nous sommes les plus importants en Suisse. Nous pouvons ainsi mutualiser un grand nombre de programmes, d'outils et de pratiques. Je considère cela comme une vraie plus-value par rapport à d'autres structures. Dans le canton de Vaud, nous sommes environ 200 collaboratrices et collaborateurs; à l'échelle nationale, nous sommes 900. Les ressources existent donc pour développer des programmes qui, une fois éprouvés, peuvent être reproduits ailleurs.

Depuis toujours, vous êtes actifs dans le domaine social, mais quelle place occupez-vous dans le débat public ?

Je crois que nous devrions être plus présents. Aujourd'hui, des confrères plus petits sont davantage sollicités et visibles sur les enjeux que nous défendons. De manière générale, il est important de mieux faire passer nos messages sur l'insertion. Il faut se rendre compte que, dans l'arène politique nationale, des problématiques comme celle des remontées mécaniques pèsent plus lourd que les nôtres. Or, il est crucial de sensibiliser les politiques - notamment ceux du camp bourgeois - au fait que ce que nous faisons représente un investissement pour les personnes et non une dépense. D'un point de vue économique, il y a un intérêt collectif à ce que des citoyens en difficulté puissent se qualifier via un apprentissage et retrouver tout simplement un emploi.

Le partenariat avec les employeurs représente une courroie de transmission essentielle pour réaliser cette aspiration. Comment jugez-vous cette collaboration ?

Dans l'ensemble, nous travaillons bien avec ces acteurs et les résultats sont appréciables. Les relations se compliquent parfois avec les associations faitières, dont les positions idéologiques sont plus marquées. Il est souvent plus facile de s'entendre avec un patron local, proche du terrain, des salariés et des apprentis, et qui fait preuve de sensibilité. C'est avec ce patronat local que nous parvenons à placer des personnes en difficulté sur le marché du travail: des jeunes et des migrants motivés pour des stages et qui s'avèrent être de véritables perles pour l'entreprise. Il arrive qu'ils



OLIVIER VOGELSSANG

Yves Ecoeur a rejoint l'OSEO en 1996 et, depuis 2014, il assure la direction de l'organisation dans le canton de Vaud.

signent ensuite des contrats d'apprentissage ou obtiennent des emplois en CDI. Dans ce domaine, nous atteignons un taux de réussite supérieur à 50%. A mon sens, cela démontre que, pour paraphraser une formule chère au milieu libéral, «quand on peut on veut».

Parmi vos programmes, il y a des volets destinés aux jeunes qui rencontrent des difficultés psychologiques. Quels sont les défis dans ce périmètre ?

Ce type d'accompagnement requiert du temps, beaucoup de temps. Or, l'assurance invalidité pousse pour que ces personnes soient placées très vite en stage. Un jeune ayant eu des problèmes de santé mentale, ne peut pas retrouver une stabilité socioprofessionnelle en trois mois, il lui faut le triple de temps. Si l'on va trop vite, on fait des dégâts pour la personne et pour l'entreprise qui l'accueille. Et on risque d'abîmer nos relations avec nos partenaires.

Dans les années 1990, avec la montée du chômage et l'explosion des demandes de prestations, l'OSEO a connu une grave crise financière. Qu'en est-il aujourd'hui ?

La situation s'est nettement améliorée après la profonde réorganisation

interne de 2005. Depuis, nous sommes passés d'une structure nationale centralisée à Zurich à un ensemble d'associations régionales indépendantes, chacune avec ses propres projets et son budget. Nous avons des contrats de prestations publiques avec le Canton de Vaud - pour l'aide sociale, l'assurance invalidité, l'assurance chômage ou le Direction de la jeunesse - qui représentent 90% à 95% de nos activités et de nos revenus. Les 5% restants proviennent de structures privées et de dons.

Les tremblements géopolitiques, comme la guerre en Ukraine, provoquent des vagues de réfugiés auxquelles vous devez répondre. Comment gérez-vous ce type de situations inattendues ?

Dans ces cas de figure, les services de la Confédération ou les cantons nous sollicitent pour proposer des cours de français. Cela se fait par appels d'offres pour des cours de français. Ensuite, il faut faire preuve de réactivité: engager des enseignants,

trouver des locaux, mettre en place un concept. Nous nous adaptons et déployons des réflexes d'entrepreneurs, en essayant d'avoir un coup d'avance sur l'actualité.

Dès sa naissance, l'OSEO a été soutenue par l'Union syndicale suisse (USS). Quelles relations entretenez-vous aujourd'hui avec les organisations de défense des travailleurs ?

L'USS est représentée dans tous les comités, tout comme le Parti socialiste. Au niveau de la réinsertion, il reste du travail à accomplir. On pour-

aujourd'hui, il y a une cinquantaine de collaborateurs. En 2014, j'ai pris la direction vaudoise, ici à Vevey, et nous sommes passés de 100 à 200 collaborateurs. Ce développement s'est traduit sur le terrain par de nombreuses initiatives: l'ouverture d'épicerie à Vevey et à Lausanne, à la route des Plaines-du-Loup, par exemple. Autre exemple: le programme «Inizio», dans le domaine de la santé mentale, qui a permis à des jeunes de s'inscrire dans des activités ludiques et artistiques, avec des résultats réjouissants pour les familles.

Que reste-t-il de l'OSEO nationale, telle qu'elle a été pendant des décennies ?

Il reste un secrétariat national, dirigé par Caroline Morel, qui assure un important travail de coordination. Il existe aussi quelques projets opérationnels sur tout le territoire suisse, là où l'organisation est présente: des actions permettant à des enfants de familles défavorisées d'aller en camps de vacances, ou encore la mesure «Prima», destinée aux cadres au chômage. ■

Vous êtes entré à l'OSEO en 1996. Quelles mutations avez-vous vécues depuis ?

J'ai commencé dans les bureaux vaudois, nous étions sept à l'époque;

L'OSEO EN DATES

1936 Naissance et premiers pas de l'entité ancêtre Secours aux enfants des travailleurs de Suisse.

1936 Création de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO).

1941 Alors que le conflit mondial fait rage, l'OSEO met sur pied l'action Colis Suisse, qui permet l'envoi de nourriture aux prisonniers de guerre, à la population civile et aux déportés.

1945 L'organisation s'engage dans l'aide d'après-guerre.

1948 Campagne pour l'introduction de l'AVS, l'OSEO est un acteur de la campagne.

1962 Une nouvelle page s'écrit dans ses activités, avec le début de l'aide en cas de catastrophe.

1976 Participation à la campagne politique de développement «Du jute plutôt que du plastique».

1984 Des projets en faveur des chômeuses et des chômeurs voient le jour.

1998 L'OSEO soutient le référendum contre l'Arrêté fédéral sur les mesures d'urgence dans le domaine de l'asile et des étrangers (AMU).

2000 L'initiative, combattue par l'OSEO, «Pour une régulation de l'immigration», dite aussi «initiative des 18%», est rejetée.

2005 Solidar Suisse, entité engagée dans l'aide au développement international, se sépare de l'OSEO.

2008 Création du secrétariat national après une profonde réorganisation qui donne une grande autonomie aux antennes régionales.

2020 Alors que la pandémie de coronavirus sévit, l'OSEO engage un projet d'aide d'urgence pour la population dans le besoin.

2022 Dans la foulée de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, création des «Camps de vacances pour les enfants ukrainiens». ■